

Au lieu de gémir, que la police tire sur la racaille !



Si l'armée française est réputée pour être la grande muette car avare d'informations sur ses troubles, stupeurs et chuchotements internes, on peut désormais se demander si la police française ne mérite pas, elle, d'être qualifiée de grande gémissante du pays.

On ne voit plus que cela sur les plateaux TV, dans les journaux, en manifestation dans les rues organisées par les organisations syndicales policières : des policiers qui gémissent, tremblent et roulent des yeux effarés devant un public tout aussi effaré du tableau qu'on lui présente, de misérables livrés comme Blandine aux lions ou aux fatalités des noirceurs de l'âme humaine de banlieue.

Par moments, on se demande même s'ils regrettent de ne pas être aimés des délinquants tant ils réclament de leur part le respect de l'uniforme.

Bien entendu une majorité de la population les soutient, mais une partie de ces soutiens est tout de même troublée de les voir ainsi se mettre à genoux devant les politiques, les juges

et leur hiérarchie comme les suppliantes ou l'implorante de Camille Claudel.

Il y a toujours ce malaise compassionnel qui nous vient du fond des âges à voir des soldats pourtant toujours armés se mettre à genoux devant plus faibles en force qu'eux.

En effet quoi, voilà des fonctionnaires qui sont légalement armés et habilités à défourailler pour faire respecter l'ordre public, mais qui ne veulent jamais utiliser les outils de travail que les contribuables se cotisent pour leur offrir. Comme ils ne veulent pas se servir de leurs appareillages de professionnels, on comprend que ceux qui sont en face n'aient plus aucun respect pour eux.

Rappelez-vous cette affaire de Viry-Châtillon : des policiers pris au piège dans leur voiture, attaqués au cocktail Molotov et empêchés de sortir de leur véhicule par une horde de hyènes attaquant en meute comme dans la savane africaine autour d'une presque charogne qui, blessée, ne peut plus se défendre.

Pour se dégager, aucun des policiers n'a sorti le flingue ni abattu la moindre racaille.

Pourtant avec un équipage de quatre policiers avec 6 balles chacun dans le chargeur, plus un ou deux chargeurs de rab, ils auraient pu facilement abattre dix ou douze assaillants qui se trouvaient à probablement moins de trente pas de leur cible pour lancer leurs cocktails.

S'ils n'en avaient abattu que 1 ou 2 pour 24 balles, il est évident qu'ils auraient été bons pour des séances de remise à niveau au tir.

Reprenez tous les faits divers depuis 20 ans, les commissariats attaqués et jamais une racaille abattue, alors qu'en attendant les renforts des villes voisines, avec un feu assez nourri, ils pourraient en abattre 5 ou 10 à chaque fois.

Des policiers coursés comme des proies sans jamais se retourner vers leurs assaillants, l'arme à main, pour en descendre 5 ou 10 et se risquer jusqu'à faire Camerone s'il le fallait pour en exterminer le maximum avant de succomber sous le nombre.

Je vous laisse faire le parallèle entre la France, la Chine ou la Russie : vous croyez qu'on verrait un commissariat attaqué impunément à Moscou par de la racaille de banlieue ?

Vous croyez qu'à Pékin un groupe de jeunes hyènes s'amuserait à attaquer des policiers en pleine réunion de travail dans leurs propres locaux ??

Allons voyons, vous m'avez compris, le problème policier n'est pas que policier, les policiers ne sont que la partie émergée de l'iceberg de la démission délitante qui coule le bateau France.

Pourquoi ont-ils donc peur ainsi d'abattre alors qu'ils sont réellement en danger et qu'ils pourraient même arguer de la légitime défense ?

C'est un mélange de droit-de-l'hommisme, de politiquement séant, de philosophie de l'humain qui prétend que chaque vie en vaut une autre, de naïveté, de mise à la botte de la classe dominante et plus particulièrement politicienne qui refuse d'assumer ce qui est pourtant sa mission : pour protéger la démocratie, un dirigeant n'a pas le droit d'hésiter à exterminer tout ce qui la met en péril.

Les guignols intellectuels qui ont répandu leur connerie dans la classe dirigeante prennent les Droits de l'Homme par le mauvais bout : la démocratie, c'est les Droits de l'Homme, aboutissement de belle facture après des milliers d'années d'errements et de servitudes. Tout ce qui met en péril la démocratie, la délinquance ou la démission politique de ceux qui sont chargés de la protéger par exemple, sont donc des atteintes aux Droits de l'Homme.

Où est-il indiqué dans le texte des Droits de l'Homme que l'on n'aurait pas le droit d'abattre tout ce qui met en péril ces Droits ??

L'article 30 de la Déclaration universelle des droits de l'homme précise qu'aucun individu ne peut se livrer à une activité ou à un acte visant à la destruction des droits et libertés des autres hommes :

« Article 30

Aucune disposition de la présente Déclaration ne peut être interprétée comme impliquant pour un Etat, un groupement ou un individu un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits et libertés qui y sont énoncés ».

L'article 3 proclame bien le droit à la vie, mais il est rédigé avec assez d'ambiguïté pour que le doute subsiste sur les droits pour les Nations à maintenir la peine de mort.

« L'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme stipule que « tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de la personne ».

Cette rédaction est le fruit d'un compromis entre les représentants des États qui souhaitaient que l'on affirme que la peine de mort viole le droit à la vie et ceux qui voulaient en dire qu'elle ne constitue qu'une limitation au droit à la vie.

Le résultat fut que toute référence explicite à la peine de mort disparut du texte définitif de la DUDH ».

<https://www.acatfrance.fr/peine-de-mort/droit-international>

Alors que les auteurs de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme ne se sont jamais avancés sur la valeur des individus, se bornant à édicter que chacun doit disposer des

mêmes droits en matière de dignité, protection ou à un procès équitable par exemple, toute une idéologie droit-de-l'homme s'est emparée du texte pour fanatiser la classe politique occidentale, lui faisant croire que toute vie se valait, au mépris de la réalité dont un seul exemple suffira à vous démontrer du contraire : une infirmière qui passe son temps à soulager les maux des autres et à essayer de sauver des vies est-elle plus importante pour l'humanité qu'une racaille de banlieue qui n'a aucune compassion et est capable de voler des vies d'innocents ?

Je vous laisse un instant avec vos insupportables conflits intérieurs de conscience et autres atermoiements propres à vous gâcher la journée, sachant que vous avez peut-être été contaminé par l'abstraction absolutiste d'une idéologie qui paraît belle mais qui souffre des réalités contraires tous les jours qui, elles, ne sont pas belles du tout.

Or la clique politique française non seulement hésite mais refuse de faire ce que les démocraties grecques, Sparte ou Athènes, avaient déjà compris en leur temps : considérer que ceux qui mettent en péril le fondement de la démocratie dont l'un des objets majeurs est le bien-vivre ensemble n'ont aucune valeur et doivent être éliminés par l'ostracisme ou la peine de mort : c'est le prix à payer pour la survie de la démocratie.

Ne pas vouloir payer ce prix, c'est déjà attenter à la démocratie puisqu'alors la majorité qui voudrait vivre en paix et en sécurité vit en réalité sous la terreur des minorités et bandes armées haineuses que les juges et les ordures politiciennes protègent : la majorité ne vit donc plus sous le régime démocratique des Droits de l'Homme mais sous le régime fasciste des bandes, macronistes aujourd'hui, mais hollandaises, sarkoziennes, chiraquiennes ou mitterrandiennes auparavant.

On ne parle pas ici du vol de nécessité ou de la petite

escroquerie de survie, mais des véritables malfaisants de banlieue qui, aux lois du citoyen, opposent en le proclamant tous les jours leur code de haine.

Notre clique d'ignobles politiciens fait ensuite la leçon et les étonnés de voir des mouvements qu'ils osent qualifier de nazis prendre leur essor en France.

Ceux-là n'ont décidément rien compris à la réelle démocratie, confondant les vrais démocrates avec les vrais nazis qu'ils sont eux-mêmes à laisser les hordes de haine envers la nation gauloise s'épanouir en toute liberté dans toutes les rues de France, dans les squares, les carrefours, les quartiers livrés aux multiples racailles anti-France et au final des villes entières terrorisées de sortir le soir ou trop tôt au petit matin.

Voilà, les nazis, ils sont dans les ministères, dans nos assemblées, nationales ou locales, dans les cours de justice qui délivrent l'*ausweis* de tuer le Blanc de France et qui adoubent le crime, le couteau, le hachoir, la kalachnikov, pourvu que ces armes soient tenues par des mains colorées qui ont déjà substitué sur leurs territoires leurs lois aux lois de la République.

On est donc en droit d'affirmer ici, au vu du texte de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, notamment son article 30, que ce sont les macronistes qui aujourd'hui attentent à la démocratie française en refusant de sécuriser le territoire et le citoyen, et le Rassemblement National, s'il met en pratique sa profession de foi d'éliminer par tout moyen et sans limite les dissidences, les racailles et les islamisés séparatistes, son meilleur rempart pour 2022 contrairement à ce que laisserait accroire la fachosphère médiatique dont les plus éminents représentants sont le Monde et Libération.

Mais prenons tout de même au mot l'anathème des bien-pensants

qui sont aussi en même temps les malfaisant du pays : si être nazi c'est vouloir pouvoir évoluer dans les rues de France à toute heure sans risquer de se faire voler, violer, tabasser, égorger, brûler vif, alors la France est majoritairement nazie, assumons donc le fait et le mot, nos consciences sont claires, nous ne haïssons pas l'autre, qu'il soit noir ou blanc ou jaune ou bistre pour la couleur, nous haïssons l'autre en meutes qui tient le couteau face à nous désarmés au coin de rues, au sortir des écoles, au sortir des églises, au sortir des usines ou au sortir des bistrots ou même au sortir de chez soi, en résumé, nous ne haïssons que ceux qui nous haïssent, et il y en a beaucoup maintenant dans nos pays-campagnes, c'est pour cela que nous devons haïr beaucoup à proportion en retour, et si l'autre haineux est pour une grande part coloré, ce n'est pas de notre fait, c'est la traite négrière d'importation organisée par nos dirigeants depuis 40 ans qui en est la cause.

Et la police, au lieu de gémir, ferait bien d'obéir aux vrais Droits de l'Homme et aux Droits des citoyens qui dans la hiérarchie des normes ont valeur largement supérieure aux ordres de leur hiérarchie, aux circulaires des politiciens, au laxisme des juges, au délitement d'une nation.

Que la police de rue se dise enfin qu'au vu de l'article 30 de la Déclaration des Droits de l'Homme, comme personne ne peut s'arroger le droit de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits et libertés qui y sont énoncés, leurs supérieurs et les missions d'inspection générales des services ainsi que les juges et les politiciens qui veulent leur interdire de se servir de leurs armes pour les cantonner dans l'inaction dans la lutte contre la racaille attentent par là-même aux Droits de l'Homme et du Citoyen qui n'aspire qu'à vivre en sécurité dans son propre pays.

Il s'ensuit donc, vu les textes internationaux paraphés par la France, que tant les juges que les cadres de la police ou les politiciens n'ont aucun droit à attenter à la démocratie

française, que c'est aux citoyens dans leur majorité d'ordonner ou non aux policiers d'exercer à l'américaine s'il le faut pour des tirs à vue au moindre signe de danger, et pour les plus violents multirécidivistes, l'ostracisme à vie ou la peine de mort immédiate pour le salut de la démocratie.

Bref, qu'un référendum soit organisé auprès de la population sur les droits à donner à la police d'abattre au moindre danger pour ne plus se laisser brûler vive dans un véhicule.

Après tout, ce sont les racialisés, les indigénistes et les gauchislamisés de nos classes politiques et universitaires qui devraient être contents.

Ils veulent américaniser les luttes des minorités en les important dans notre pays, il faut alors aller jusqu'au bout dans l'américanisation, il faut que le policier français n'ait rien à envier à ses homologues américains dans son droit à défourailler.

Jean d'Acre